

Paris, 2 décembre 2009

Monsieur Dominique BUSSEREAU
Secrétaire d'Etat auprès du Ministre d'Etat,
Ministre de l'Ecologie du développement et de
L'Aménagement durables, chargé des Transports
40 rue du Bac
75700 PARIS

Objet : plan d'urgence financier pour les transports en Ile de France

Monsieur Le Ministre,

Depuis notre dernière rencontre, les organisations syndicales régionales Ile-de-France CGT, CFDT, FSU, UNSA, ainsi que le Comité de Chômeurs CGT Ile de France, les associations d'usagers de la FUTSP, LIGNE 13, INDECOSA Paris, se sont rencontrées concernant la situation inquiétante des transports. Le constat est unanime : il est toujours de plus en plus difficile pour les usagers de se déplacer en Ile de France dans de bonnes conditions.

Notre rencontre avec votre directeur de cabinet nous a laissé croire, que l'Etat fera des propositions rapides et urgentes sur la prise en compte des difficultés que rencontrent les Franciliens dans leurs déplacements. Nous sommes au regret un an après, de constater que la situation n'a pas changé.

Le vieillissement du matériel, des infrastructures allant pour certaines jusqu'à la vétusté, l'insuffisance de matériel roulant, d'infrastructures adaptées aux réalités d'aujourd'hui, le manque flagrant d'entretien et de rénovation des matériels, des voies ferrées, de la signalisation, sont à l'origine des dysfonctionnements et incidents répétés.

De ce fait, les horaires sont de moins en moins respectés, les retards, les suppressions ou annulations de trains (RER, trains), sont de plus en plus fréquentes.

Les retards pris depuis plus de trente ans dans les financements d'infrastructures, dans la réalisation des projets prévus dans les CPER précédents, sont à l'origine de cette dégradation importante.

L'Etat porte une grande responsabilité dans cette détérioration des conditions et capacités de transports collectifs.

La décentralisation, non accompagnée des moyens correspondants, le désengagement de l'Etat ont laissé au STIF un héritage qui pose l'urgence d'une intervention financière de l'Etat pour entretenir le réseau existant, tant en matière d'infrastructures qu'en matière de personnels et matériels. Ceci est indispensable pour offrir un service public des transports de qualité en Ile de France., dans le cadre des exigences nouvelles de notre société, comme de celles du développement durable.

Les annonces faites par le Président de la République (35 milliards d'Euros) concernent principalement de nouvelles infrastructures et matériels, mais ne répondent pas aux besoins de rénovation, de saturation des réseaux à court et moyen terme principalement en grande couronne, aux URGENCES de remise en état des infrastructures et matériels sur de nombreuses lignes RATP et SNCF.

C'est pourquoi, nous souhaitons vous rencontrer dans les meilleurs délais pour aborder les demandes que nous formulons, au nom des usagers et des salariés des transports collectifs.

Dans l'attente de cette rencontre

Nous vous prions de bien vouloir agréer, Monsieur Le Ministre, l'expression de notre haute considération.

Pour les organisations syndicales et les associations d'usagers :

URIF CGT
Pascal JOLY
Secrétaire Général

URIF CFDT
Françoise LAREUR
Secrétaire Générale

INDECOSA Paris
Françoise RICHER
Animatrice régionale

UNSA IDF
Pierre MARCO
Secrétaire général

FSU IDF
Pierre MARSALÉIX
Secrétaire général

LIGNE 13
Sonia GOMARD
Présidente

**Le Collectif Chômeurs
CGT Ile de France,**
Marcel BAKULI
Responsable régional

FUTSP Ile de France
Jean Claude DELARUE
Président